CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 78.912/4
du 11 mars 2026

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État concernant la réglementation relative aux jours de pont'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 78.912/4
van 11 maart 2026

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen betreffende de brugdagenregeling'

‡LW-BHD[HCHDE-HIJBCUQ‡

Le 12 février 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Action et de la Modernisation publiques, chargée des Entreprises publiques, de la Fonction publique, de la Gestion immobilière de l'État, du Numérique et de la Politique scientifique à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État concernant la réglementation relative aux jours de pont'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 11 mars 2026. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît LAGASSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 mars 2026.

*

Op 12 februari 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Modernisering van de Overheid, belast met Overheidsbedrijven, Ambtenarenzaken, het Gebouwenbeheer van de Staat, Digitalisering en Wetenschapsbeleid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen betreffende de brugdagenregeling'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 11 maart 2026. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît LAGASSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 maart 2026.

*

‡LW-BHD[HCHDE-HIJBCUQ‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'article 11, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 16 mars 1954 'relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public' énonce :

> « Le Roi fixe le statut du personnel des organismes énumérés à l'article 1er, sur proposition du ou des ministres dont ils relèvent. L'accord du ministre qui a le Budget dans ses attributions est requis pour la fixation du statut pécuniaire ».

L'alinéa 2 de cette disposition prévoit :

> « Pour les organismes d'intérêt public dont le personnel est soumis à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est, en dérogation à l'alinéa 1, seul compétent pour proposer au Roi de modifier ou de compléter ledit arrêté ».

Interrogée à ce propos, la déléguée a indiqué que l'intention de l'auteur du projet était de viser uniquement les organismes d'intérêt public dont le personnel est soumis à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 'fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public'.

L'article 3, § 1er, 9°, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 prévoit que l'arrêté royal du 19 novembre 1998 'relatif aux congés et absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État' est applicable aux agents des organismes visés à l'article 1er de ce dernier arrêté. Le projet examiné n'entend pas modifier l'arrêté royal du 8 janvier 1973. Par conséquent, il y a lieu d'omettre le visa de la loi du 16 mars 1954. Si telle est la volonté de l'auteur du projet, l'article 11, § 1er, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1954 et l'article 3, § 1er, 9°, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 pourront être mentionnés au préambule sous la forme de considérants placés à la suite de l'ensemble des visas [1].

2. L'article 4, § 2, 1°, de la loi du 22 juillet 1993 'portant certaines mesures en matière de fonction publique' a été remplacé par la loi du 20 mai 1997. L'alinéa 3 sera adapté en ce sens.

[1] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 35.

‡LW-BHD[HCHDE-HIJBCUQ‡

3. L'alinéa 7 vise l'avis du Collège des institutions publiques de sécurité sociale.

Cette formalité est prévue par l'article 21 de l'arrêté royal du 3 avril 1997 'portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions' qui dispose :

> « § 1er. Le Roi fixe le statut du personnel des institutions publiques de sécurité sociale, sur la proposition du ministre de tutelle et de l'accord du ministre ayant la fonction publique dans ses attributions. L'accord du ministre ayant le budget dans ses attributions est en outre requis pour la fixation du statut pécuniaire.
>
> § 2. Si le statut du personnel des institutions publiques de sécurité sociale réfère pour certaines matières à d'autres dispositions, les modifications à ces dispositions, pour ce qui concerne le personnel des institutions publiques de sécurité sociale, entrent de plein droit en vigueur à moins qu'il en soit disposé autrement dans ces modifications même.
>
> Ces modifications peuvent prévoir des règles dérogatoires pour ce qui concerne le personnel des institutions publiques de sécurité sociale.
>
> § 3. Le projet de statut du personnel des institutions publiques de sécurité sociale et toute modification au statut y compris les modifications visées au § 2, alinéa 2 est au préalable soumis au Collège, pour avis, par le ministre de tutelle. À défaut d'un avis dans un délai d'un mois à dater de la transmission au Collège, l'avis est réputé avoir été donné ».

En l'espèce, l'article 2, 1°, de l'arrêté royal du 24 janvier 2002 'fixant le statut du personnel des institutions publiques de sécurité sociale' prévoit que l'arrêté royal du 8 janvier 1973, à l'exception de l'article 15*sexies*, s'applique aux membres du personnel des institutions publiques de sécurité sociale repris à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997. L'article 3, § 1er, 9°, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 prévoit que l'arrêté royal du 19 novembre 1998 s'applique aux agents des organismes visés à l'article 1er de ce dernier arrêté. Via le renvoi opéré par l'article 2, 1°, de l'arrêté royal du 24 janvier 2002, l'arrêté royal du 19 novembre 1998 est également applicable au personnel des institutions publiques de sécurité sociale.

Par conséquent, le projet examiné, qui tend à modifier l'arrêté royal du 19 novembre 1998, se situe dans le cadre de l'article 21, § 2, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 3 avril 1997.

‡LW-BHD[HCHDE-HIJBCUQ‡

L'article 21, § 3, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 n'impose pas la formalité de l'avis du Collège des institutions publiques de sécurité sociale lorsqu'on se situe dans le cadre de l'article 21, § 2, alinéa 1er [2].

Par conséquent, l'avis du Collège des institutions publiques de sécurité sociale ne constitue pas une formalité obligatoire et ne sera dès lors pas visé au préambule [3].

4. À l'alinéa 6, les mots « de la Secrétaire d'État au Budget » seront remplacés par les mots « du Ministre du Budget ».

5.1. À propos de la délibération en Conseil des ministres mentionnée dans le dernier alinéa du préambule, la déléguée a indiqué :

> « Sinds 2001 is het de gewoonte om de omzendbrief tot vaststelling van de brugdagen te bespreken in de schoot van de ministerraad met het oog op de gelijke behandeling van alle ambtenaren binnen het federaal administratief openbaar ambt, zonder onderscheid te maken tussen de verschillende federale overheidsorganisaties. Zodoende leek het evident om ook het koninklijk besluit tot regeling van de brugdagen voor te leggen aan de ministerraad.
>
> Bovendien bepaalt artikel 116 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel dat 'Iedere, zelfs gedeeltelijke wijziging in dit besluit [voordien: dit statuut] aangebracht, zal het voorwerp zijn van een in Ministerraad overlegd besluit'.
>
> Dit koninklijk besluit van 2 oktober 1937 regelt eigenlijk de sokkel van de rechtspositieregeling voor de ambtenaren van het federaal administratief openbaar ambt. Vanuit dit basisbesluit werden specifieke koninklijke besluiten genomen die zaken regelen die voortbouwen op de algemene principes (bijvoorbeeld ook de administratieve standen die gelinkt zijn aan de verloven en afwezigheden).
>
> Het gaat hierover o.a. de loopbanen en het geldelijk statuut, de toelagen en de vergoedingen, de verloven en afwezigheden, … Hieruit groeide de gewoonte om elke wijziging aan het statuut (administratief en geldelijk statuut) voor te leggen aan de ministerraad ».

---

[2] Cette interprétation est confirmée par l'exposé des motifs de la loi-programme du 30 décembre 2001 – dont l'article 20 a modifié l'article 21, § 3, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 – qui indique :
« L'article 21, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale dispose que si le statut du personnel des institutions publiques de sécurité sociale réfère pour certaines matières à d'autres dispositions, les modifications à ces dispositions, pour ce qui concerne le personnel des institutions publiques de sécurité sociale, entrent de plein droit en vigueur à moins qu'il en soit disposé autrement dans ces modifications mêmes. Le deuxième alinéa de l'article 21, § 2, stipule que ces modifications peuvent prévoir des règles dérogatoires pour ce qui concerne le personnel des institutions publiques de sécurité sociale. L'actuel article 21, § 3, de l'arrêté royal précité dispose que le Collège des institutions de sécurité sociale doit au préalable rendre un avis sur les modifications qui seraient apportées aux dispositions auxquelles il est fait référence dans le statut du personnel en service dans les institutions de sécurité sociale. Ce n'est pas logique. Il ne se peut tout de même pas que les institutions publiques de sécurité sociale interviennent dans une réglementation qui, en soi, n'a rien à voir avec ces institutions, mais qui, par le seul assujettissement volontaire de ces institutions de sécurité sociale à cette réglementation, a de l'influence sur ces institutions. Cette anomalie est par conséquent rectifiée dans le présent projet », *Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, n° 1503/001, p. 11.

[3] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 35.

‡LW-BHD[HCHDE-HIJBCUQ‡

Comme le relève la déléguée, l'article 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 'portant le statut des agents de l'État' ne prévoit une délibération en Conseil des ministres que pour les modifications apportées à cet arrêté, ce qui n'est pas le cas du projet à l'examen.

Partant, aucune disposition légale ou réglementaire n'impose une délibération en Conseil des ministres pour ce projet.

En conséquence, au dernier alinéa, les mots « et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil » seront omis, également afin de ne pas donner l'impression que les modifications qui seraient ultérieurement envisagées devraient être soumises à une telle délibération [4]. Rien ne s'oppose en revanche à ce que la délibération en Conseil des ministres soit mentionnée dans un considérant, placé après les visas [5].

5.2. Une analyse d'impact doit être réalisée pour les projets d'arrêtés pour lesquels l'intervention du Conseil des ministres est requise par une disposition légale ou réglementaire, sauf dans le cas où ces projets en sont dispensés ou exceptés en application de l'article 8 de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'. En conséquence, le visa figurant à l'alinéa 7 sera omis [6].

6. Les formalités préalables doivent être mentionnées dans l'ordre chronologique de leur accomplissement, en commençant par la plus ancienne [7]. En conséquence, les alinéas 8 et 9 seront intervertis.

DISPOSITIF

Article 1er

Dans la version française, il sera écrit « et aux absences », afin de reproduire l'intitulé exact de l'arrêté royal du 19 novembre 1998.

Article 2

1. Il sera précisé que l'article 14*bis* est inséré dans le chapitre II [8].

[4] Voir l'avis 78.199/4 donné le 6 octobre 2025 sur un projet devenu l'arrêté royal du 16 octobre 2025 'modifiant l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale et l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public'.

[5] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 35.

[6] Voir l'avis 77.426/4 donné le 19 février 2025 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 3 avril 2025 'fixant le cadre général relatif à l'accès et aux modalités de fonctionnement du leasing vélo'.

[7] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 34, b).

[8] *Ibidem*, formule F 4-2-3-2.

‡LW-BHD[HCHDE-HIJBCUQ‡

2. La section de législation n'aperçoit pas la raison pour laquelle l'article 14*bis* en projet ne prévoit pas, par analogie avec l'article 14, § 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, que l'agent n'obtient pas de jour de congé de substitution si un jour libre dans le cadre du travail à temps partiel coïncide avec un des jours visés à l'alinéa 2, 1° et 2°.

La disposition sera réexaminée et, le cas échéant, complétée.

Article 3

Interrogée sur l'alinéa 1er, la déléguée a répondu :

« De intentie om een datum van inwerkingtreding op te nemen is enkel een waarborg om de personeelsleden en de verschillende diensten voldoende op voorhand te informeren over de gewijzigde procedure tot vaststelling van de brugdagen voor het federaal administratief openbaar ambt. Zodoende kunnen de nodige schikkingen worden getroffen.

Daarnaast is het de intentie om de brugdagen ook jaarlijks tijdig de brugdagen te communiceren. Dit is in het verleden door allerhande omstandigheden niet altijd gelukt ».

Invitée à justifier la rétroactivité résultant d'une prise d'effet du projet à la date du 1er mars 2026, la déléguée a indiqué :

« Het is niet de bedoeling om terugwerkende kracht te geven aan dit koninklijk besluit. In de loop van deze procedure werd de datum van inwerkingtreding reeds verschoven ».

Il ressort des réponses de la déléguée que la règle de principe prévue à l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires' suivant laquelle les arrêtés royaux sont obligatoires dans tout le Royaume, le dixième jour après celui de leur publication au *Moniteur belge*, permet d'atteindre l'objectif poursuivi par l'auteur du projet.

L'alinéa 1er est dès lors dépourvu d'utilité et sera par conséquent omis.

*

‡LW-BHD[HCHDE-HIJBCUQ‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Artikel 11, § 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1954 'betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut' luidt als volgt:

> "De Koning bepaalt het statuut van het personeel van de instellingen opgesomd in artikel 1, op voorstel van de minister of de ministers onder wie zij ressorteren. Het akkoord van de minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort is vereist voor de vaststelling van het geldelijk statuut."

In het tweede lid van die bepaling staat het volgende:

> "Voor de instellingen van openbaar nut waarvan het personeel onder de toepassing valt van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut is, in afwijking van het eerste lid, de Minister die de Ambtenarenzaken onder zijn bevoegdheid heeft, als enige bevoegd om aan de Koning voor te stellen het genoemde besluit te wijzigen of aan te vullen."

Op een vraag daarover heeft de gemachtigde geantwoord dat de steller van het ontwerp enkel wilde verwijzen naar de instellingen van openbaar nut waarvan het personeel onder het koninklijk besluit van 8 januari 1973 'tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut' valt.

Artikel 3, § 1, 9°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 bepaalt dat het koninklijk besluit van 19 november 1998 'betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen' van toepassing is op de ambtenaren van de instellingen bedoeld in artikel 1 van dat laatste besluit. Het voorliggende ontwerp strekt er niet toe het koninklijk besluit van 8 januari 1973 te wijzigen. Bijgevolg dient de verwijzing naar de wet van 16 maart 1954 weggelaten te worden. Desgewenst kan de steller van het ontwerp artikel 11, § 1, tweede lid, van de wet van 16 maart 1954 en artikel 3, § 1, 9°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 in de aanhef vermelden in de vorm van een overweging, na alle aanhefverwijzingen.[1]

2. Artikel 4, § 2, 1°, van de wet van 22 juli 1993 'houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken' is vervangen bij de wet van 20 mei 1997. Het derde lid moet in die zin aangepast worden.

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten,* www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 35.

‡LW-BHD[HCHDE-HIJBCUQ‡

3. Het zevende lid verwijst naar het advies van het College van de openbare instellingen van sociale zekerheid.

Dat vormvereiste wordt voorgeschreven bij artikel 21 van het koninklijk besluit van 3 april 1997 'houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels', dat het volgende bepaalt:

> "§ 1. De Koning stelt het statuut vast van de personeelsleden in dienst van de openbare instellingen van sociale zekerheid, op de voordracht van de voogdijminister, en in overeenstemming met de minister tot wiens bevoegdheden de ambtenarenzaken behoren. Voor de vaststelling van het geldelijk statuut is daarenboven de instemming vereist van de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort.
>
> § 2. Indien het statuut van de personeelsleden in dienst van de openbare instellingen van sociale zekerheid voor bepaalde aangelegenheden verwijst naar andere bepalingen, treden wijzigingen aan deze bepalingen wat betreft de personeelsleden van de openbare instellingen van sociale zekerheid van rechtswege in werking tenzij in deze wijzigingen zelf anders wordt bepaald.
>
> Deze wijzigingen kunnen in afwijkende regelingen voorzien wat de personeelsleden van openbare instellingen van sociale zekerheid betreft.
>
> § 3. Het ontwerp van het statuut van de personeelsleden in dienst van de openbare instellingen van sociale zekerheid en elke wijziging ervan met inbegrip van de wijzigingen bedoeld in § 2, tweede lid wordt door de voogdijminister voorafgaandelijk ter advies voorgelegd aan het College. Bij gebrek aan een advies binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de overmaking aan het College, wordt het advies geacht te zijn gegeven."

In casu bepaalt artikel 2, 1°, van het koninklijk besluit van 24 januari 2002 'houdende vaststelling van het statuut van het personeel van de openbare instellingen van sociale zekerheid' dat het koninklijk besluit van 8 januari 1973, met uitzondering van artikel 15*sexies*, van toepassing is op de personeelsleden van de openbare instellingen van sociale zekerheid die in artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 worden vermeld. Artikel 3, § 1, 9°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 bepaalt dat het koninklijk besluit van 19 november 1998 van toepassing is op de ambtenaren van de instellingen bedoeld in artikel 1 van dat laatste besluit. Via de verwijzing in artikel 2, 1°, van het koninklijk besluit van 24 januari 2002 is het koninklijk besluit van 19 november 1998 ook van toepassing op het personeel van de openbare instellingen van sociale zekerheid.

Het voorliggende ontwerp, dat strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 november 1998, past bijgevolg in het kader van artikel 21, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 3 april 1997.

‡LW-BHD[HCHDE-HIJBCUQ‡

Artikel 21, § 3, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 schrijft het vormvereiste inzake het advies van het College van de openbare instellingen van sociale zekerheid niet voor in zoverre het om artikel 21, § 2, eerste lid, gaat.[2]

Het advies van het College van de openbare instellingen van sociale zekerheid is bijgevolg geen verplicht vormvereiste en moet dan ook niet in de aanhef worden vermeld.[3]

4. In het zesde lid moeten de woorden "van de Staatssecretaris voor Begroting" vervangen worden door de woorden "van de minister van Begroting".

5.1. In verband met het overleg in de Ministerraad dat in het laatste lid van de aanhef wordt vermeld, heeft de gemachtigde het volgende gesteld:

> "Sinds 2001 is het de gewoonte om de omzendbrief tot vaststelling van de brugdagen te bespreken in de schoot van de ministerraad met het oog op de gelijke behandeling van alle ambtenaren binnen het federaal administratief openbaar ambt, zonder onderscheid te maken tussen de verschillende federale overheidsorganisaties. Zodoende leek het evident om ook het koninklijk besluit tot regeling van de brugdagen voor te leggen aan de ministerraad.
>
> Bovendien bepaalt artikel 116 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel dat 'Iedere, zelfs gedeeltelijke wijziging in dit besluit [voordien: dit statuut] aangebracht, zal het voorwerp zijn van een in Ministerraad overlegd besluit'.
>
> Dit koninklijk besluit van 2 oktober 1937 regelt eigenlijk de sokkel van de rechtspositieregeling voor de ambtenaren van het federaal administratief openbaar ambt. Vanuit dit basisbesluit werden specifieke koninklijke besluiten genomen die zaken regelen die voortbouwen op de algemene principes (bijvoorbeeld ook de administratieve standen die gelinkt zijn aan de verloven en afwezigheden).
>
> Het gaat hierover o.a. de loopbanen en het geldelijk statuut, de toelagen en de vergoedingen, de verloven en afwezigheden, … Hieruit groeide de gewoonte om elke wijziging aan het statuut (administratief en geldelijk statuut) voor te leggen aan de ministerraad."

---

[2] Die interpretatie wordt als volgt bevestigd in de memorie van toelichting bij de programmawet van 30 december 2001, waarvan artikel 20 artikel 21, § 3, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 gewijzigd heeft: "Artikel 21, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid bepaalt dat indien het statuut van de personeelsleden in dienst van de openbare instellingen van sociale zekerheid voor bepaalde aangelegenheden verwijst naar andere bepalingen, wijzigingen aan deze bepalingen wat betreft de personeelsleden van de openbare instellingen van sociale zekerheid van rechtswege in werking treden tenzij in deze wijzigingen zelf anders wordt bepaald. Het tweede lid van artikel 21, § 2, stelt dat deze wijzigingen in afwijkende regelingen kunnen voorzien wat de personeelsleden van openbare instellingen van sociale zekerheid betreft. Het huidig artikel 21, § 3, van voormeld koninklijk besluit bepaalt dat het College van de instellingen van sociale zekerheid voorafgaandelijk advies dient uit te brengen omtrent wijzigingen die aangebracht zouden worden aan bepalingen waarnaar in het statuut van de personeelsleden in dienst van de openbare instellingen van sociale zekerheid verwezen wordt. Dit is niet logisch: het kan toch niet dat de openbare instellingen van sociale zekerheid tussenkomen in regelgeving die op zich niets te maken heeft met die instellingen, maar enkel door de vrijwillige onderwerping van die instellingen van sociale zekerheid aan die regelgeving, invloed heeft op die instellingen. Die anomalie wordt bijgevolg rechtgezet in voorliggend ontwerp" (*Parl.St.* Kamer 2001-02, nr. 1503/1, 11).

[3] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten,* www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 35.

‡LW-BHD[HCHDE-HIJBCUQ‡

Zoals de gemachtigde opmerkt, bepaalt artikel 116 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 'houdende het statuut van het Rijkspersoneel' dat in de Ministerraad enkel overleg wordt gepleegd over wijzigingen die in dat besluit aangebracht worden, hetgeen met het voorliggende ontwerp niet het geval is.

Er is dus geen enkele wettelijke of reglementaire bepaling die voorschrijft dat over dit ontwerp overleg wordt gepleegd in de Ministerraad.

Dienovereenkomstig moeten de woorden "en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers" in het laatste lid weggelaten worden, ook om niet de indruk te wekken dat zo'n overleg nog zou moeten plaatsvinden over wijzigingen die men naderhand zou overwegen.[4] Niets belet daarentegen dat het overleg in de Ministerraad vermeld wordt in een overweging, na de aanhefverwijzingen.[5]

5.2. Voor ontwerpbesluiten waarvoor de tussenkomst van de Ministerraad vereist is krachtens een wettelijke of reglementaire bepaling, moet er een impactanalyse uitgevoerd worden, behalve wanneer die ontwerpen daarvan zijn vrijgesteld of uitgezonderd met toepassing van artikel 8 van de wet van 15 december 2013 'houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging'. De aanhefverwijzing in het zevende lid moet bijgevolg weggelaten worden.[6]

6. Voorafgaande vormvereisten moeten worden vermeld in de chronologische volgorde waarin ze zijn vervuld, te beginnen met het oudste.[7] Het achtste en het negende lid moeten dienovereenkomstig onderling van plaats worden verwisseld.

DISPOSITIEF

Artikel 1

In de Franse tekst dient men te schrijven "et aux absences", zodat het opschrift van het koninklijk besluit van 19 november 1998 exact weergegeven wordt.

[4] Zie advies 78.199/4 van 6 oktober 2025 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 16 oktober 2025 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt en het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt'.

[5] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 35.

[6] Zie advies 77.426/4 van 19 februari 2025 over een ontwerp dat geleid heeft tot het ministerieel besluit van 3 april 2025 'tot vaststelling van het algemene kader voor de toegang tot en de werkingsmodaliteiten van de fietsleasing'.

[7] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 34, b).

‡LW-BHD[HCHDE-HIJBCUQ‡

Artikel 2

1. Er moet specifieker worden vermeld dat artikel 14*bis* ingevoegd wordt in hoofdstuk II.[8]

2. Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom het ontworpen artikel 14*bis* nalaat te bepalen dat, naar analogie van artikel 14, § 4, tweede lid, van het koninklijk besluit van 19 november 1998, de ambtenaar geen vervangende verlofdag bekomt indien een vrije dag in het kader van deeltijds werken samenvalt met een van de in het tweede lid, 1° en 2°, bedoelde dagen.

De bepaling moet opnieuw worden onderzocht en in voorkomend geval aangevuld.

Artikel 3

Op een vraag over het eerste lid heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "De intentie om een datum van inwerkingtreding op te nemen is enkel een waarborg om de personeelsleden en de verschillende diensten voldoende op voorhand te informeren over de gewijzigde procedure tot vaststelling van de brugdagen voor het federaal administratief openbaar ambt. Zodoende kunnen de nodige schikkingen worden getroffen.
>
> Daarnaast is het de intentie om de brugdagen ook jaarlijks tijdig de brugdagen te communiceren. Dit is in het verleden door allerhande omstandigheden niet altijd gelukt."

De gemachtigde is verzocht de terugwerking te verantwoorden die voortvloeit uit het feit dat het ontwerp op 1 maart 2026 uitwerking heeft, en heeft daarop het volgende aangegeven:

> "Het is niet de bedoeling om terugwerkende kracht te geven aan dit koninklijk besluit. In de loop van deze procedure werd de datum van inwerkingtreding reeds verschoven."

Uit de antwoorden van de gemachtigde blijkt dat de steller van het ontwerp zijn doel kan bereiken aan de hand van de basisregel waarin artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen' voorziet, namelijk dat koninklijke besluiten in het gehele Rijk verbindend zijn vanaf de tiende dag na die van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

[8] *Ibidem*, formule F 4-2-3-2.

‡LW-BHD[HCHDE-HIJBCUQ‡

Het eerste lid is dan ook nutteloos en moet bijgevolg weggelaten worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernard BLERO

‡LW-BHD[HCHDE-HIJBCUQ‡